

Daniel GARRIGUE
Député de la Dordogne
13 impasse Paul Cézanne
24100 BERGERAC
06.89.09.07.17

BERGERAC, le 08/12/2008

Monsieur le Secrétaire Général
UMP
55 rue La Boétie
75384 PARIS CEDEX 08

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai appartenu depuis 1974 à l'UDR et depuis 1976 au RPR. Contrairement à ce que l'on entend dire parfois, ces formations politiques n'étaient pas des partis de « godillots », mais des mouvements où il y avait un débat permanent et où l'on appréciait particulièrement les hommes et les femmes qui avaient suffisamment de caractère pour demander des remises en question ou pour exprimer leur désaccord.

Lors des conseils nationaux, tous avaient la liberté de s'exprimer. Je me souviens particulièrement d'un conseil national de 1998 où, lorsque je suis descendu de la tribune, un vieux monsieur s'est levé et m'a dit : « J'avais l'intention de prendre la parole. Mais vous venez de dire ce que j'avais envie de dire. Il n'est donc pas nécessaire que j'intervienne ». Ce vieux monsieur, c'était Maurice Schumann et il est mort quelques semaines plus tard. Je n'étais même plus élu, mais j'exprimais des idées et des convictions. Cela suffisait dans le compagnonnage du mouvement gaulliste.

En 2002, nous avons créé l'UMP et je suis de ceux qui y ont été favorables parce que je pensais qu'à l'heure de l'Europe, il était important d'avoir une grande formation capable de réunir des gens qui venaient de sensibilités différentes, mais qui avaient pris l'habitude de travailler ensemble. Toutefois, compte tenu de ces différences de sensibilité, La condition de la réussite, c'était qu'il y ait un débat permanent à l'intérieur du mouvement.

Ce débat, nous l'avons eu jusqu'en 2004, aussi longtemps qu'Alain Juppé a assuré la présidence de l'UMP, et sur des sujets aussi divers que la laïcité, l'environnement ou la construction de l'Europe. Lorsqu'Alain Juppé a dû malheureusement se retirer, nous avons fait confiance à Nicolas Sarkozy.

Ce changement a été désastreux car nous avons perdu et la supériorité intellectuelle d'Alain Juppé et le débat lui-même. Le mouvement n'est plus devenu qu'une simple machine électorale qui a, certes, remarquablement fonctionné jusqu'aux présidentielles de 2007. Depuis lors, ce n'est plus qu'un ectoplasme de mouvement politique d'où le débat a été totalement évacué et où les conseils nationaux ne sont plus que le prétexte à des joutes oratoires sans grandeur entre le secrétaire général et ses adjoints, qui sont en même temps ses rivaux.

Le seul espace de débat qui demeure, est le groupe UMP de l'Assemblée Nationale, pour beaucoup grâce à la détermination et au courage de son président, Jean-François Copé.

Depuis les élections présidentielles, et particulièrement ces derniers mois, j'ai été conduit à exprimer des divergences sérieuses avec le Président de la République et avec le mouvement, et pour l'essentiel, sur trois aspects :

-1 – la justice fiscale : ce fut un thème fort de notre action pendant des années. Ce ne l'est plus pour Nicolas Sarkozy et son entourage.

Lors du vote du projet TEPA, en juillet 2007, nous étions déjà un certain nombre à nous alarmer du renforcement excessif du bouclier fiscal et notamment de son extension à la CSG.

L'application du bouclier fiscal au prélèvement de 1,1 % en faveur du Revenu de Solidarité Active (RSA) a suscité plus d'émotion encore au sein du groupe UMP. Lorsque je suis intervenu dans la discussion générale à l'Assemblée Nationale et que j'y ai défendu par avance mon amendement écartant ce bouclier, la moitié de mes collègues UMP présents m'applaudissaient en se dissimulant derrière leur pupitre. A l'heure du vote de cet amendement, j'étais seul du groupe UMP, tant les pressions exercées sur les uns et sur les autres avaient été fortes –et particulièrement sur les cosignataires.

L'amendement de Frédéric Lefebvre portant de 12.000 à 15.000 € la déduction de l'impôt sur les revenus pour les emplois familiaux a suscité tout autant des réactions au sein du groupe UMP. Repris sous la forme d'un amendement du gouvernement, il a provoqué l'indignation de la majorité des députés UMP présents dans l'hémicycle, très étonnés que l'on présente un pareil dispositif à l'heure où la menace de crise économique devrait appeler, au contraire, à plus de solidarité.

Dans un premier temps, cet amendement a été retiré. Mais il est revenu une semaine plus tard, sous une forme un peu édulcorée et présenté par son auteur initial –Il ne fallait surtout pas que l'Elysée perde la face !-. Je m'y suis de nouveau opposé, bien que le whip du groupe UMP ait demandé au président de séance de m'empêcher de parler – ce que j'ai fait, néanmoins, par un rappel au règlement-. J'ai voté contre tandis que d'autres de mes collègues s'abstenaient.

-2- L'annonce du retour dans l'organisation intégrée de l'OTAN

Le Président de la République a brusquement annoncé à Londres le 27 mars 2008, puis à Bucarest le 3 avril 2008, le retour programmé de la France dans l'OTAN.

Le Premier Ministre a confirmé ce choix le 26 Juin 2008 à l'Assemblée Nationale, en liant cette décision à un renforcement de la défense européenne.

J'ai, dès le départ, exprimé mon opposition à une mesure qui remettrait en cause un consensus fort dans notre pays depuis 1966. Qu'il y ait lieu de débattre, certes, tant le fonctionnement de l'OTAN et les menaces elles-mêmes ont évolué, mais l'une des questions à poser n'est-elle pas précisément le bien-fondé de la pérennité de l'OTAN ?

Or, le débat n'a pas lieu –pas plus au groupe UMP, malgré mes demandes relayées par plusieurs collègues, qu'ailleurs- et les questions posées sont pourtant fondamentales.

La sortie et le non retour dans l'OTAN ont été l'un des éléments forts de notre influence sur la scène internationale. Aurions-nous pu par exemple, nous positionner, comme nous l'avons fait, lors de la seconde guerre d'Irak ?

Nous affirmons, à juste titre, que nous voulons une défense européenne. Mais pourquoi faudrait-il passer par le canal de l'OTAN pour l'organiser alors que nous pouvons parler directement avec tous nos partenaires et que, de plus, certains d'entre eux –notamment, les pays de l'Europe du Nord–n'ont nullement l'intention d'adhérer à l'OTAN ?

Enfin, est-il raisonnable de revenir dans l'OTAN au nom de la défense européenne au moment même où les Américains projettent d'installer, en dehors de l'OTAN, des défenses anti-missiles en Pologne et en République Tchèque ? Il y a là une contradiction tellement évidente que le Président de la République lui-même a proposé au sommet Union européenne-Russie de Nice l'abandon de tout projet de défense anti-missile aussi bien du côté américain que du côté russe, avant de se rétracter le lendemain sous les pressions américaines.

-3- Les résultats désastreux de l'UMP dans le grand Sud-Ouest : Depuis 2007, nous avons connu dans les quatre régions du grand Sud-Ouest (Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées) des revers électoraux qui tranchent sensiblement avec les résultats d'autres régions. Nicolas Sarkozy a été devancé par la candidate socialiste aux présidentielles, nous avons perdu la moitié de nos députés aux législatives, la moitié de nos villes aux municipales, puis la moitié de nos sénateurs.

J'ai demandé, à plusieurs reprises, dans les instances de l'UMP, que ces résultats fassent l'objet d'une analyse. Je n'ai eu aucun écho.

La vérité, c'est que, dans ces régions, où nous nous sommes implantés derrière le général de Gaulle, derrière Jacques Chaban-Delmas et derrière Jacques Chirac, le discours néo-libéral et atlantiste du président de la République ne passe pas. Le minimum serait, s'il y avait une possibilité de débat à l'UMP, que nous puissions exprimer notre sensibilité, y compris lors des discussions au Parlement. Mais la volonté de mettre au pas un parti qui regroupe pourtant plusieurs familles politiques aux fondements bien distincts interdit le débat qui serait salutaire.

L'échec, dimanche dernier, d'Yves Foulon, maire d'Arcachon et ami du Président, montre que désormais la déroute atteint aussi les stations balnéaires de la côte Atlantique, pourtant jugées les plus favorables.

Malgré ces divergences profondes, je n'avais pas été jusqu'à envisager de quitter l'UMP et le groupe UMP. A cause de l'ancienneté de mon engagement. Parce que j'y ai beaucoup d'amis. Parce que, je l'ai déjà dit, le groupe a su préserver un espace de débat, limité mais réel. Parce que quand on est engagé aussi fortement dans une formation politique, on espère toujours, malgré tout, y influencer le cours des idées.

L'affaire des élections à la fédération départementale de l'UMP de la Dordogne me montre malheureusement que la mise au pas des idées et des convictions se double de celle des hommes.

J'ai repris la présidence de la fédération UMP de Dordogne en 2005 -parce que Xavier Darcos, étant ministre, ne pouvait plus assumer cette présidence. J'ai assuré celle-ci le plus

efficacement possible, avec le concours du secrétaire départemental Alain Faure, et cela, malgré le poids de mes mandats de député et de maire, et avec la succession des échéances électorales (présidentielles, mais aussi législatives et municipales où j'étais directement impliqué). J'ai été le seul député élu en juin 2007, Jérôme Peyrat, Dominique Bousquet et Alain Lucas étant tous les trois battus.

Aux municipales, nous avons perdu Périgueux et Bergerac. La chute dans les sondages du Président de la République en raison de l'affichage people de ses vacances et de sa vie privée y a été pour beaucoup. La stratégie personnelle de Xavier Darcos qui a fait défiler à Périgueux, pendant la campagne, une grande partie du gouvernement et Nicolas Sarkozy lui-même n'a arrangé les choses ni pour sa ville, ni pour Bergerac.

Aux cantonales, à la différence des échéances précédentes, nous avons eu des candidats dans tous les cantons et nous n'avons pas eu de candidature dissidente. Au total, nous avons plutôt mieux réussi qu'en 2004.

A l'approche du renouvellement des instances, dans un esprit de camaraderie, j'ai proposé à Dominique Mortemousque, qui venait d'être battu aux sénatoriales, de reprendre la présidence de la fédération. Il ne l'a pas souhaité, me disant qu'il n'était pas prêt dans l'immédiat.

J'ai donc décidé de repartir en me fixant comme objectif prioritaire la préparation des cantonales de 2011 car, dans un département comme la Dordogne, c'est finalement sur cette élection que se jouent beaucoup les résultats des autres élections.

Quelques jours avant la clôture des candidatures, j'ai appris que l' « on » encourageait Jérôme Peyrat, conseiller auprès du Président de la République et directeur général de l'UMP, à se présenter également. Alors que, sans que je le sollicite, il m'avait déclaré aux journées parlementaires d'Antibes qu'il ne souhaitait pas être candidat, j'ai appris sa candidature, le jeudi- le dépôt des candidatures étant clos le vendredi 28 novembre à 10 heures- par les medias locaux.

J'ai su que la venue de Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, évoquée depuis septembre sans date précise, était fixée le dimanche suivant à Thiviers. Je me suis rendu le dimanche à Thiviers, dans la patrie du père de Jean-Paul Sartre, sans illusions et avec la volonté de dire l'essentiel de ce que j'écris dans cette lettre.

Bien que je sois député et président de la fédération, on m'a fait intervenir entre le délégué cantonal de Thiviers et la déléguée de la 3^{ème} circonscription et j'ai été chaleureusement applaudi par les militants. Les différents intervenants avaient une consigne évidente qui était de ne pas me citer et de faire comme si je n'existais pas. Seul, le maire de Thiviers, Michel Jaccou, a eu assez de courage et d'honneur pour la transgresser.

Jérôme Peyrat est intervenu pour tenir les propos de belette dont il est coutumier. Puis Yves Guéna, qui a choisi le camp d'Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy depuis 1994, et que l'on était allé sortir de sa retraite pour la circonstance, a déclaré qu'il y avait, dans la salle, deux hommes qui comptaient, Xavier Bertrand et Jérôme Peyrat, en raison de ses liens privilégiés avec Nicolas Sarkozy.

Je me suis levé, j'ai prononcé quelques mots peu aimables et je suis parti.

Ainsi que je vous l'ai annoncé lors de la réunion du bureau du groupe du mardi 2 Décembre, je n'ai plus de raison de rester ni à l'UMP, ni au groupe UMP.

Comme je l'ai déjà annoncé aux militants de la 2^{ème} circonscription et aux médias locaux, je vous adresse donc officiellement ma démission de l'UMP et du groupe UMP.

Je ne fais pas carrière. Je fais de la politique. Je défendrai jusqu'au bout mes convictions gaullistes, sociales et européennes.

Daniel GARRIGUE.